

Pour un choc de demande

Christophe Ramaux, 10 avril 2013

Publié dans *Rue89* (blog des économistes atterrés : <http://blogs.rue89.com/chez-les-economistes-atterres>)

Les sociétés européennes craquent et pas seulement en Europe du Sud. En France, l'ampleur du séisme provoqué par l'affaire Cahuzac témoigne du ras-le-bol généralisé.

Les peuples n'en peuvent plus et ils ont raison. La double austérité budgétaire et salariale imposée par les néolibéraux mène à la catastrophe. Les pays d'Europe du Sud qui ont été le plus loin en l'espèce s'effondrent. Le chômage et la pauvreté explosent. Et malgré l'austérité, les déficits publics ne s'y réduisent pas ou peu. La baisse des dépenses publiques alimente la chute de la production et partant celle des recettes fiscales : ce qui est obtenu d'un côté est perdu de l'autre. Au Portugal, supposé bon élève, le déficit public est passé de 4,4% du PIB en 2011 à 6,6% en 2012.

Alors qu'elle était supposée la réduire, c'est justement là où l'austérité est appliquée le plus brutalement que la dette publique augmente le plus. Entre le 1^{er} trimestre 2011 et le 3^{ème} trimestre 2012, elle a augmenté de 4 points dans la zone euro (de 86 % à 90 % du PIB), mais de 25 points au Portugal (de 95 % à 120 %), 12 points en Espagne (de 65 % à 77 %), 7 points en Italie (de 120 % à 127 %). Le ratio dette publique / PIB explose pour une raison simple : la chute du dénominateur.

L'austérité ne marche pas. Un indicateur essentiel en témoigne : le taux d'utilisation des capacités de production. Ce taux oscille habituellement autour de 85 %. En 2009, Acte I de la crise, il a chuté. Dans la zone euro, il est passé à 70 % mi-2009 contre 85 % en 2007 (données *Eurostat*). Les Etats sont intervenus pour éviter que la Grande Récession ne se transforme en Grande Dépression. D'où la reprise enregistrée à partir de 2010. Dans la zone euro, le taux d'utilisation est revenu à 80 % en 2011. Mais la reprise à peine amorcée, les gouvernements européens – à l'inverse des Etats-Unis, du Japon ou de la Chine – ont pris le tournant vers l'austérité. Résultat : le taux est retombé début 2013 à 76,5 %. La situation est pire là où l'ajustement libéral a été le plus loin : 65 % en Grèce, 68 % en Espagne et Italie, 72 % au Portugal. En France, où l'ajustement a été moins brutal, le taux a néanmoins baissé de 84 % au 2^{ème} trimestre 2011 à 79 %.

Le diagnostic est limpide : la zone euro souffre d'un déficit de demande. D'où les réductions d'effectifs et d'où aussi le paradoxe des profits que l'on observe en France, avec un taux de marge en baisse en dépit de l'austérité salariale.

La sortie de crise exige un choc de demande, en augmentant la dépense publique et les salaires. La dépense publique malgré les déficits et la dette ? Oui, car la dépense publique est productive. Les fonctionnaires contribuent au PIB et les prestations sociales soutiennent une bonne part de la consommation des ménages et donc des débouchés du privé. L'écologie exige elle-même un choc de croissance : pour la rénovation thermique des bâtiments, les énergies non carbonées, les transports collectifs, la relocation des productions, etc. Si l'on n'opte pas pour des déficits actifs, volontaristes, qui relancent l'activité et finalement les recettes, on obtient de toute façon des déficits, mais passifs, creusés par la récession et le défaut de recettes.

La hausse des salaires ? Barack Obama vient de proposer une hausse du salaire minimum de 25 %, la Chine a fortement augmenté son salaire minimum ces dernières années et le Premier ministre japonais s'est prononcé en faveur d'une hausse des salaires. L'Europe fait exactement l'inverse et elle est le grand malade de l'économie mondiale.

La relance salariale et budgétaire doit être générale. La zone euro en a les moyens : ses pays commercent essentiellement entre eux et elle a depuis quelque temps des excédents commerciaux croissants vis-à-vis du reste du monde. Généralisée, la relance devrait toutefois être plus forte dans les pays européens – l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas, etc. – qui ont des excédents exorbitants au détriment des pays d'Europe du Sud et de la France. Les déficits commerciaux de ces derniers sont un vrai problème. Mais l'austérité salariale infligée pour rétablir leur compétitivité précipite la récession. Il existe une autre solution progressiste pour résorber les déséquilibres : augmenter plus fortement la demande dans les pays excédentaires afin qu'ils réduisent par le haut (en consommant plus) leurs excédents.

Le choc de demande : par quelque bout qu'on prenne le sujet, c'est bien avant tout ce dont ont besoin la France et l'Europe.